

IMMIGRATION ET INSÉCURITÉ EN PÉRIODE DE GLOBALISATION: UNE PERSPECTIVE LATINOAMÉRICAINE

Prof. Dr. D. Edmundo OLIVEIRA

*Professeur Titulaire en Droit Pénal à
l'Université Fédérale du Pará –Amazonie–
(Brésil)*

Resumen: Tras un examen de la situación de la inmigración en Brasil, se aborda la cuestión de la inseguridad en relación con el crimen organizado en América Latina. De esta forma, y tras comentar el panorama social de cada país, se abordan las causas de la criminalidad, deteniéndose en el estudio del escenario de pobreza en el que surge, así como la debilidad y lentitud del estado frente a la criminalidad organizada, para finalizar con un análisis de los principales aspectos sociológicos de la política criminal en América Latina.

Laburpena: Brasileko inmigrazioak bizi duen egoera aztertu ondoren, Hego Amerikan krimen antolatua sortzen duen segurtasun ezari buruz aritzen da. Herrialde bakoitzeko egoera aztertu ondoren, kriminalitatearen arazoak azaltzen dira, pobretasunak izaten dituen efektuak aztertuz eta kriminalitate antolatuari aurre egiteko dauden arazoak kontutan izanda. Amaitzeko Hego Ameriketara ematen den politika kriminalaren ikuspegi soziologikoaren analisi bat egiten da.

Résumé: Après un examen de la situation de l'immigration au Brésil, on aborde la question de l'insécurité par rapport au crime organisé en Amérique latine. De cette manière, et après avoir commenté le panorama social de chaque pays, on aborde les causes de la criminalité, en s'arrêtant dans l'étude du cadre de pauvreté dans laquelle apparaît, ainsi que la faiblesse et la lenteur de l'état face à la criminalité organisée, pour finir avec une analyse des principaux aspects sociologiques de la politique criminelle en Amérique latine.

Summary: After a study of the immigration situation in Brazil, it is raised the insecurity in relation to the organized crime in Latin America. So that, and after commenting the social scene of each country, the causes of the criminality are analyzed, focusing in the study of the scene of poverty in which it arises, as well as the weakness and slowness of the state faced to the organized crime, to complete this contribution with an analysis of the main sociological aspects of the criminal policy in Latin America.

Palabras clave: Criminología, Inmigración, Crimen Organizado, Política Criminal.

Hitzik garrantzikoak: Kriminologia, Inmigrazioa, Krimen antolatua, Politika Kriminala.

Mots clef: Criminologie, Immigration, Crime organisé, Politique criminelle.

Key words: Criminology, Immigration, Organized crime, Criminal Policy.

I. IMMIGRATION: LA SITUATION AU BRÉSIL

Les études actuelles montrent un développement progressif et franc de la criminalité au Brésil à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, lié à l'accélération du processus d'urbanisation.

L'espoir de bénéficier d'une qualité de vie meilleure "en ville", plutôt qu'en milieu rural, favorise une concentration urbaine considérable dans les grandes capitales du Brésil comme Rio de Janeiro, São Paulo, Belo Horizonte, Recife, Porto Alegre et Belém en Amazonie.

En quête de simple survie, près de 1.200 personnes quittent, chaque année, la campagne en direction des grands centres urbains. Les problèmes de la ville s'aggravent. Les salaires sont très bas. Le chômage, les problèmes de logement, d'hygiène et de santé augmentent les difficultés. Il ne faut pas oublier que tous ces facteurs offrent le champ libre à l'augmentation de la criminalité, de la mendicité et de la prostitution et à la multiplication des abandons de mineurs.

Deux tiers de la population brésilienne vivent dans les villes et seulement un tiers vit dans une zone rurale. A São Paulo 86,5% de la population de l'état se concentre dans la zone urbaine et 13,15% réside à la campagne.

L'explosion urbaine engendre plus de problèmes que de solutions. D'abord, les problèmes sont d'ordre matériel. Il est impossible que les nouvelles populations qui arrivent par vagues régulières et successives soient logées dans des conditions tolérables. Les bidonvilles existent partout dans les pays en voie de développement et prolifèrent aux environs des grands centres. Ils constituent un grave problème social. Les gouvernements ne savent pas encore comment le résoudre.

L'expansion urbaine débridée provoque une spéculation générale qui affecte lourdement le "travailleur". En général, ce dernier ne perçoit qu'un salaire très très bas. Ainsi, la grande majorité des nouveaux habitants de la ville ne parvient pas à s'intégrer dans le milieu urbain, et reste en réserve du marché de l'emploi. Cette situation est la cause d'un chômage de longue durée, du sous-emploi et de l'avilissement salarial.

De nombreuses familles, la tête pleine d'illusions, abandonnent donc chaque année la campagne pour la ville. Ils sont des milliers à débarquer dans la cité, sans toit ni métier. Ils commencent leur nouvelle vie dans l'humiliation, vivants d'expédients ("biscates"), de courses et de rapines, sans intégration satisfaisante. Dans un contexte économique d'inflation aggravant, toutes sortes de "déviations de conduite sociale" sont possibles.

Les problèmes sociaux sont en effet très graves. Le marché du travail dans les villes est désorganisé et n'est pas suffisant pour absorber la force de travail constituée par l'addition permanente des immigrants. En général, le marché est lié aux besoins provisoires et immédiats, sans que soient créées des activités permanentes nécessitant le recours à une main d'oeuvre importante.

"Que ce soit en Amazonie, que ce soit dans nos mégalofoles nationales comme Rio de Janeiro et São Paulo, le parcours du migrant connaît, un jour, cette réalité déplorable.

La nouvelle ville se présente comme une société cloisonnée, improvisée, atteinte par de continuelles transformations. Ceci est une conséquence de la vitesse avec laquelle les centres urbains sont édifiés. La société médiocrement organisée, déstructurée, donne l'impression de ne s'appuyer que sur des institutions occasionnelles et provisoires”.

La ville transforme les rapports sociaux enseignés jusqu'alors par la famille solidaire. Ceci provoque le relâchement individuel des “freins sociaux “ et engendre une disponibilité du nouvel arrivant pour se mouler dans une vraie anomie. La ville impose la promiscuité et provoque des conflits entre les individus, les cultures et les différents groupements sociaux.

Cette situation génère, donc, tensions, misère, violences, et leur cortège de méfaits: homicides en tous genres, vols, crimes, agressions, violences sexuelles, trafics de drogues et d'armes, enlèvements...

La vigueur des flux migratoires contribue à la multiplication de ces crimes, une situation qui, malheureusement, n'est pas traitée de façon appropriée par le gouvernement fédéral à travers une vraie politique migratoire.

De même, les milieux ruraux n'échappent pas aux méfaits de l'insécurité.

Les continuelles luttes sanglantes pour le droit à la terre, les conflits entre paysans et grands propriétaires, en sont une illustration. Un exemple, c'est le “Mouvement des Sans Terre”.

Voilà la statistique de la Commission Pastorale de la Terre: Mouvement Social créé à l'initiative de l'Église Catholique pour dénoncer les injustices et les violences dont sont victimes les travailleurs ruraux pour les années 2001 et 2002:

Assassinats	
2002:	38
2001:	29
Tentatives d'assassinat	
2002:	30
2001:	37
Menaces de mort	
2002:	217
2001:	132
Travailleurs en situation d'esclavage	
2002:	5.665
2001:	4.333

Un exemple, en Amazonie, particulièrement dans l'État du Pará, en 1996, est advenu le conflit connu dans le monde sous le nom de “Massacre de l'Eldorado du Carajás”, dans lequel dix-neuf “Sans-Terre” sont morts et soixante-neuf ont été blessés par les soldats de la Police Militaire.

II. INSÉCURITÉ: LE CRIME ORGANISÉ EN AMÉRIQUE LATINE

1. Panorama social

La Justice Pénale, en Amérique Latine, se distingue des autres par la sélectivité sociale de la répression. Elle s'est habituée à envoyer, en masse, derrière les barreaux, les plus malheureux, qui constituent la majorité absolue de la population des prisons et dont le nombre dépasse la norme recommandée par les Nations Unies. Au moins, soixante-dix pour cent des prisonniers sont issus de familles qui survivent avec un salaire minimum de 83 dollars par mois. Le profil des détenus pauvres est plus précis: 91% des détenus n'ont pas d'instruction primaire complète et beaucoup d'entre eux ne savent pas écrire leur nom. La moitié de cette population est noire. L'effet du surpeuplement des prisons contrarie l'objectif de ces dernières. Le crime y est encouragé et la perversité du système pénal contamine, sans distinction, incarcérés, familles des prisonniers, opérateurs du système pénal et l'environnement urbain en général. Le coût mensuel d'un prisonnier correspond, pour l'État, au double de celui d'un écolier.

En ce que concerne les droits de l'Homme, les nations formant ce qu'on appelle "l'Amérique Latine" ne respectent pas les termes du Pacte International des Droits Civiques et Politiques dictés par l'Organisation des Nations Unies en 1966, ni ceux de la Convention Américaine sur les Droits Humains, plus connue sous le nom de Pacte de San José de Costa Rica et reconnu par l'Organisation des Etats Américains en 1969.

Données statistiques

Tableau 1

Nombre d'habitants dans les pays d'Amérique Latine en 2003.

Pays	
Argentine	36.233.897
Bolivie	8.142.535
Brésil	172.250.906
Chili	15.017.760
Colombie	37.284.706
Costa Rica	3.723.641
Cuba	11.322.741
Équateur	12.411.232
Salvador	6.291.721
Guatemala	11.889.234
Haiti	7.796.499
Honduras	6.316.308
Mexique	97.367.113
Nicaragua	5.020.272
Panama	2.811.730
Paraguay	5.481.023
Pérou	25.618.308
République Dominicaine	8.364.478
Uruguay	3.256.632
Venezuela	23.706.711

Tableau 2
Population pénitentiaire en Amérique Latine en 2003

Pays	Capacité	Détenus	Excédant
Argentine	30.211	38.604	8.393
Bolivie	4.959	8.315	3.356
Brésil	107.049	194.074	87.025
Chili	20.988	30.852	9.864
Colombie	32.939	57.068	24.129
Costa Rica	4.753	6.650	1.897
Équateur	6.093	8.520	2.427
Salvador	6.419	8.868	449
Guatemala	7.233	8.169	936
Haiti	2.000	4.152	2.152
Honduras	5.235	10.869	5.634
Mexique	108.551	139.707	31.156
Nicaragua	4.804	7.198	2.394
Panama	6.843	8.517	1.674
Paraguay	2.707	4.088	1.381
Pérou	19.491	27.452	7.961
République Dominicaine	4.460	14.188	9.728
Uruguay	3.199	4.012	813
Venezuela	20.449	23.147	2.698

Tableau 3
Nombre de détenus en attente d'un jugement en Amérique Latine en 2002

Pays	Total de détenus	En attente d'un jugement
Argentine	36.604	19.643
Bolivie	8.315	2.679
Brésil	194.074	70.681
Chili	30.852	15.675
Colombie	57.068	19.337
Costa Rica	6.650	1.223
Equateur	8.520	5.819
Salvador	6.868	5.224
Guatemala	8.169	4.971
Haiti	4.152	3.055
Honduras	10.869	9.569
Mexique	139.707	61.211
Nicaragua	7.198	1.677
Panama	8.517	4.827
Paraguay	4.088	3.791
Pérou	27.452	17.341
République Dominicaine	14.188	12.818
Uruguay	4.012	3.096
Vénézuéla	23.147	13.630

Tableau 4
 Cout mensuel, en dollars, d'un detenu dans des pays d'Amérique Latine en 2003.

Pays	Coût Mensuel en dollars d'un détenu
Argentine	206.1
Brésil	240.8
Costa Rica	477.9
Salvador	145.5
Honduras	43.9
Nicaragua	79.7
Paraguay	126.4
Pérou	107

RÉSUMÉ:

La Justice Pénale en Amérique Latine est sélective pour ce qui concerne la répression. Elle a pour habitude d'envoyer derrière les barreaux les malheureux manipulés par les barons du crime organisé.

“Le Pouvoir Transversal” présente une collusion d'intérêts entre la Police et les dirigeants du grand banditisme. L'ascension d'un état parallèle trouve ses assises dans les prisons même, profitant de l'absence d'investissement social de l'État dans ces domaines.

2. Sources de la criminalité en Amérique Latine

2.1. La pauvreté

Le Bulletin Mondial sur les richesses en Amérique Latine, divulgué à New York en juin 2002, montre que le Brésil se démarque des autres nations de la zone. Huit pour cent seulement de la population est dite “riche”. La base de la pyramide sociale est constituée, de plus en plus, de pauvres qui ont recours aux crimes ou aux larcins pour survivre. Le phénomène le plus connu de cette réalité conflictuelle est celui du désœuvrement des enfants et adolescents qui déambulent dans les rues, en mendiant, encouragés par leur famille, afin de garantir leur survie commune. Et voilà l'extraordinaire croissance de la délinquance qui augmente l'arsenal de moyens employés par l'individu pour survivre dans la ville monstrueuse.

Il est possible, ainsi, d'affirmer que cette première explication, liée directement à la pauvreté, suggère des interrogations plus sophistiquées, explications à rechercher dans l'histoire et la politique brésilienne.

“Cambrioler ou voler pour survivre” ne devrait pas être la dynamique d'une société dont l'organisation intègre un minimum de critères démocratiques et de justice sociale, et, particulièrement, dans un pays comme le Brésil qui présente une économie plutôt forte. Rappelons que ce dernier est classé au rang des nations émergentes, avec 55% de son Produit Intérieur Brut réservé au remboursement de la dette publique.

Seulement trente pour cent des enfants inscrits dans les écoles arrivent au terme du cycle de l'enseignement primaire. Ils sont alors, généralement, recrutés par la police! Il s'agit d'enfants issus des milieux défavorisés et très peu cultivés.

L'Amérique Latine compte quatorze millions d'adolescents. Ils sont peu scolarisés, vulnérables, exposés aux maladies sexuellement transmissibles et aussi aux grossesses précoces pour les adolescentes et à la consommation de drogues...

2.2. Le crime organisé

C'est parmi cette masse inépuisable que sont recrutées les troupes du "crime organisé". Ses méthodes d'enrichissement illégal sont soutenues par la corruption des administrations. Ses activités: expéditions d'extermination, attaques de banques, vols de voitures, mise sur le marché de produits de contrebande, enlèvements et demandes de substantielles rançons, trafics de drogues et d'armes... Le crime se professionnalise. Il ne s'agit pas d'une activité annexe de ses acteurs, mais d'un emploi quotidien "à temps plein" qui sait, pour améliorer son rendement, mettre à son service des outils ultra sophistiqués. Généralement, ces bandes disposent d'armes lourdes, contrôlent des systèmes modernes et complexes de communications –notamment internet– pour planifier et atteindre leurs objectifs.

La globalisation favorise la renaissance du "crime organisé" et du banditisme, souvent dirigés depuis le coeur des prisons, par leurs chefs incarcérés.

Le milieu carcéral est un milieu d'un danger extrême où ne règne que la loi du plus fort, mais où le "Pouvoir Transversal", toujours très structuré, et utilisant de hautes technologies, trouve facilité à baser son commerce, en se situant au croisement des intérêts des délinquants emprisonnés et de ceux de la Police.

2.3. La santé du crime organisé face à la faiblesse et à la lenteur de l'état

Dans tous les grands centres urbains d'Amérique Latine (Sao Paulo, Rio de Janeiro, Buenos Aires, Assomption, La Paz et Santiago du Chili) pullulent les bidonvilles et les quartiers en "palafitas" (quartiers souvent composés de maisons sur pilotis se dressant au dessus des égouts) où la Police n'a pas accès et où, lorsqu'elle s'y aventure, elle se retrouve en position d'infériorité face aux délinquants agiles et toujours bien armés. Souvent, dans ces quartiers, les résidents sont otages du chantage de "l'État Parallèle" qui, complice de l'État tout court, fait commerce de sa protection à des populations complètement démunies de toute sécurité. Parfois, ces pauvres gens, livrés à eux mêmes, abandonnent leur maison, terrorisés par la menace d'une éventuelle agression. Jusqu'à être otages d'un chantage qui, quelquefois, s'achève dramatiquement par une sommaire exécution.

Une étude de l'Organisation Internationale du Travail datée de novembre 2002 révèle que l'âge d'initiation aux métiers du crime était de 15 à 16 ans au début des années 90. Aujourd'hui, il a glissé dans la tranche des 12 à 13 ans. Le recrutement des enfants et des adolescents a considérablement augmenté grâce aux florissantes activités du "crime organisé" et grâce à l'immobilisme de l'Etat...

Ce qui certainement est le plus préoccupant, est l'absence de contrôle réel de la progression des pouvoirs parallèles ou transversaux. Ceux-ci, en toute impunité, investissent des millions de dollars, conscients que "le crime paye toujours" si les risques de celui-ci sont mesurés et contrôlés.

2.4. Les effets du "crime organisé" dans la cohabitation entre détenus

La prison n'atteint pas ses objectifs:

- a) elle offre un maximum de promiscuité;
- b) elle neutralise la formation;
- c) elle excite les bas instincts de l'être humain;
- d) elle fonctionne comme un établissement de formation aux carrières du crime;
- e) elle imprime de manière indélébile dans la mémoire du détenu le réflexe de réaction à la captivité et les vices qu'il induit;
- f) elle déforme la personnalité;
- g) elle légitime l'irrespect des droits de l'homme;
- h) elle détruit la famille du condamné.

2.5. Les effets dans le secteur du travail

- a) 45% des détenus n'ont aucune formation professionnelle;
- b) 36% des détenus sont affectés à des tâches d'intérêt général dans les prisons;
- c) 19% des détenus occupent une fonction productive préparant leur réinsertion;

2.6. Les effets dans le secteur de l'éducation

- a) 39% des détenus sont analphabètes;
- b) 53% des détenus n'ont pas reçu d'instruction primaire complète;
- c) 71% des détenus récidivent à cause de l'absence de structure de réinsertion.

En conclusion, la contribution du "crime organisé" à la dégradation du Système Pénitentiaire brésilien est phénoménale. Malheureusement, au Brésil, l'accompagnement pédagogique du détenu ne favorise en rien son recouvrement des conditions de la liberté et de la dignité de l'individu.

3. Les principaux aspects sociologiques de la Politique Pénale en Amérique Latine

Voici les cinq points qui méritent une analyse:

1. Le premier point dans l'ensemble des inquiétudes concerne le sentiment d'insécurité généré par la violence de la société. A celui-ci s'additionnent les formes inusi-

tées et nouvelles du crime. La Police n'est pas préparée à les affronter. Le discours officiel sur la sécurité est basé sur une conception idéologique et politique conservatrice: bâtir de plus en plus de prisons et augmenter la durée des peines. Le Pouvoir croit à la diminution du nombre des crimes par l'alourdissement sévère de la répression.

2. On y reconnaît avec réalisme le manque de formation des agents de l'administration pénitentiaire et la lenteur de la Justice pour ce qui concerne l'exécution des peines. Face à la permanence du crime, le Pouvoir Exécutif et le Pouvoir Judiciaire collaborent mal, sans avoir d'objectif commun. Ce fait déplorable traduit l'incapacité de l'État à améliorer son appareil judiciaire.

Dans les villes de Rio de Janeiro, Sao Paulo, Buenos Aires, Assomption, Bogota, Lima, Caracas et de La Paz, environ 71% des détenus ayant purgés leur peine, récidivent pour des raisons personnelles ou sociales. Les autres villes présentent un indice de 55%, tout autant inacceptable.

3. Ce troisième point dénonce un scandale: celui de l'absence de garantie constitutionnelle pour le respect des droits de l'homme en milieu carcéral. L'autre aberration concerne les privilèges dans le traitement accordé aux délinquants par rapport à celui des victimes. L'Amérique Latine offre au Monde, dans ces domaines, une image très négative. Les violences et mauvais traitements en prison suscitent la protestation des ONG, et celle des spécialistes de ces sujets.

4. Ce quatrième point aborde l'image stéréotypée et archaïque, toujours vivante, des prisons latino-américaines. Celles de prisons de l'époque de la répression coloniale, bondées et insalubres. Le système pénal croit aux seules vertus de l'autorité: la prison est pensée comme un lieu de réaffirmation de l'ordre judiciaire et non pas comme un lieu de préparation à l'insertion ou à la réinsertion du détenu.

5. Le cinquième et dernier point aborde le problème de la corruption dont se nourrit le Pouvoir Transversal, agent de liaison entre la pègre et la Police. Criminels et policiers collaborent activement. Chaque individu, de façon atypique, ne poursuit que son propre intérêt personnel en employant des méthodes très éloignées de la légalité: pratique continue de la corruption, passive et active, et mise en oeuvre d'un processus de blanchiment de l'argent sale. Le crime est non seulement organisé au stade de son exécution, mais son espace de prolifération est préparé en aval par des équipements très modernes. Téléphones mobiles et laptops. Munitions et drogues pénètrent facilement dans la prison, car le crime organisé a un bras dans l'Etat Légal, où il est très clair que les élites économiques et les autorités sont corrompues. Aucune prison n'oeuvrera à l'amélioration de la sécurité publique tant que le fléau de la corruption n'en sera pas chassé.

ANNEXE:

“La tolérance zéro”: l'exemple de la police de New York

PROGRAMME DE SOLUTIONS CONTRE L'INSÉCURITÉ PUBLIQUE À NEW YORK

Initiateur: Rudolph Giuliani, maire de New York

Exécutant: Le chef de la Police

Début du programme: 1994

Le Principe: "Des Fenêtres Cassées" (Broken Windows)

Stratégie: Réprimer froidement les crimes graves et secondaires. Associer "l'Intelligence", la science et la technologie dans les enquêtes et dans le combat contre les filières du crime. Cela donne de bons résultats, car à New York les auteurs de délits secondaires purgent réellement leur peine jusqu'à leur terme, et n'ont pas de contacts avec les grands criminels.

EVOLUTION STATISTIQUE ET NETTE CHUTE DE LA CRIMINALITÉ À NEW YORK

De 1994 à 1996, New York a quitté la première place dans la liste des régions les plus violentes des États Unis pour passer en dernière position, parmi une liste de 150 villes. Les plus violentes villes étant New Orléans, Los Angeles, Dallas, Chicago, Miami et Washington.

- En 1994, il y a eu 9.000 assassinats à New York contre 700 en 2002
- D'autres crimes ont chuté: les homicides, les viols, les attaques à main armée
- La ville de New York a contribué à elle seule à la diminution de 60% des crimes enregistrés aux États Unis
- La réduction de la criminalité contribue à l'augmentation du Produit Intérieur Brut (PIB)

PERMANENCE DE LA "TOLÉRANCE ZÉRO"

- I. La tolérance zéro a modifié l'ancien modèle d'organisation policière militarisée créé par les français au XVIII^e siècle. Les Commissariats de Police sont transformés en entreprises de contrôle et de réduction du crime ayant des objectifs clairs.
- II. Le plan "tolérance zéro" a réhabilité le métier de policier: galvanisation de la fonction, amélioration des salaires, octroiement d'assurances-maladies, d'assurances-vie et équipement des policiers d'outils de haute technologie.
- III. Le plan "tolérance zéro" a augmenté la présence policière visible et invisible dans les rues et les coins de rues. Beaucoup de policiers se noient dans l'anonymat de la rue.
- IV. Chaque policier est contrôlé par la Direction de la Police et par le Trésor Public. Des agents rendent des rapports conditionnant la promotion du policier ou son éventuel dégradation. L'objectif est, ici, de protéger les droits de l'homme et de prévenir la corruption. Les sanctions sont graduelles: avertissements, réduction ou suppression des congés, suspension provisoire, renvoi.
- V. Le plan "Tolérance Zéro" diminue la corruption policière et soumet le policier à des examens réguliers afin de vérifier son honnêteté. En juillet 2001, le journal New York Times s'est livré à une expérience insolite: il a fait parvenir à vingt policiers vingt portefeuilles remplis d'argent,... portefeuilles qui auraient été perdus par leurs propriétaires. Résultat: tous les portefeuilles et leurs contenus ont retrouvé leurs propriétaires.
- VI. Le plan "Tolérance Zéro" est parvenu à conditionner l'avancement du policier à sa capacité à faire diminuer le nombre de crimes dans le secteur qui lui est assigné plutôt que de comptabiliser le nombre d'emprisonnements effectués grâce à son intervention.
- VII. Le plan "Tolérance Zéro" a brossé le portrait du "policier négociateur" (Bargainer Police): sont mises en valeur ses capacités de négociation autant que ses capacités d'enquête dans

les affaires auxquelles il est chargé de collaborer. Il est formé à “négocier” avec le malfaiteur à l’occasion des cambriolages, des crimes ou des enlèvements auxquels il est confronté. L’objectif n’est pas d’éliminer le malfaiteur mais d’éviter la mort de la victime.

- VIII. Le plan “Tolérance Zéro” a créé le Conseil Civil du Département de la Police et l’a fait inscrire dans la loi. Il est composé de 13 membres, tous new-yorkais. Ce conseil a le droit de mener des enquêtes administratives et de punir les éventuels policiers contrevenants.
- IX. Les uniformes des policiers ont été repensés afin de créer une rupture avec le passé. Suivant les circonstances, un policier peut changer d’uniforme ou apparaître en costume-cravate, ou en bermuda, sur des patins à roulette ou à bicyclette...
- X. Le Plan “Tolérance Zéro” a créé une Centrale de Soutien Psychologique dont l’objectif est de prêter assistance aux victimes et, particulièrement, aux victimes de violence domestique. Citons ici la collaboration de l’excellente institution Vera Institute.
- XI. Le Plan “Tolérance Zéro” a conçu un système cibernetique intégré au FBI pour l’identification des empreintes: les empreintes digitales et ADN.
- XII. Le Plan “Tolérance Zéro” propose une série de récompenses à ceux qui voudront bien aider la police dans sa mission. Elle offre jusqu’à cent milles dollars pour la communication de renseignements permettant la capture de délinquants. Par exemple: communiquer des informations qui conduisent à la capture d’un malfaiteur qui a fait feu sur un policier est récompensé par une somme de dix milles dollars. Aux coins des rues, on trouve des panneaux d’informations sur ces sujets.
- XIII. Le Plan “Tolérance Zéro” a créé un laboratoire de recherche pour l’identification des armes –notamment des armes chimiques– et leur traçabilité. A titre d’exemple: chaque arme, avant d’être mise en vente, doit passer au Laboratoire de la Balistique. Les fissures de son canon contiennent une sorte de “code génétique” capable de conduire jusqu’au propriétaire de l’arme.
- XIV. Pour chaque situation, le plan “Tolérance Zéro” a créé des spécialisations. Premier exemple: fondation d’un département spécialisé en délits commis dans les milieux homosexuels.
- Deuxième exemple: Les “Hackers” ne sont pas seulement condamnés dans un procès criminel, mais ils doivent aussi rester à la disposition de la Police, pour l’aider dans ses enquêtes sur les délits informatiques.
- XV. Depuis le 11 septembre 2001... l’anti-terrorisme est devenu une priorité. Une brigade spécialisée collabore avec le Bureau de l’Intelligence de la CIA. Leurs préoccupations sont les suivantes:
- a) La lutte contre les attentats “kamikases”, fanatiques transformés en bombes humaines.
 - b) La lutte contre le bioterrorisme qui propagerait différentes épidémies à la suite de manipulations de virus comme la variole et de bactéries comme l’antrax.
 - c) La lutte contre le quimioterrorisme qui intoxiquerait des populations entières par l’utilisation d’armes nucléaires, atomiques ou par la contamination de l’eau avec des insecticides très puissants.
 - d) Le développement de programmes de lutte contre les “guerrillas” et les milices terroristes.

BILAN DU PLAN “TOLÉRANCE ZÉRO”

Il constitue une fantastique victoire contre le crime. Le plan “Tolérance Zéro” a réduit le taux de criminalité à New York de 80%. Au début de ce Programme, en 1994, la population préférait circuler en taxi, craignant les dangers du métro. Aujourd’hui, environ trois millions de personnes utilisent, chaque jour, le métro de New York.

On assiste, donc, au retour de la confiance: de janvier à septembre 2001, avant la tragédie du World Trade Center, trente et un millions de touristes ont visité New York. De Septembre 2001 à septembre 2002, trente deux millions de touristes sont allés à New York. C’est sans doute un “système policier modèle”. Mais il a cependant ses lacunes.

La première lacune est la suivante: la violence policière a remarquablement augmenté. L’affaire John Diamond, un noir, sans arme, abattu par des policiers en mars 2001, en est une illustration. Le nouveau maire de New York, Michael Bloomberg, travaille à un projet de réduction de la violence en question.

La deuxième lacune est l’augmentation du nombre de plaintes pour racisme des policiers, particulièrement à l’encontre des noirs, des arabes et des latinos.

La troisième lacune est constituée par les menaces pour la vie privée des individus, qui sont dues à une concentration d’informations du domaine intime, grâce à l’utilisation de caméras-vidéo, notamment sur l’île de Manhattan.

Un new-yorkais est filmé au moins onze fois par jour par des caméras miniaturisées, telles des champignons. Elles sont dissimulées ou visibles aux coins des rues, jusque dans les taxis, pour éviter les vols à main armée ou les crimes.

CONCLUSION

Le plan “Tolérance Zéro” a ses imperfections. Mais il est un succès. Il a prouvé que la criminalité sans contrôle produit de plus en plus de misère humaine.

Sans doute, l’exemple de ce plan devrait inspirer ceux qui nous gouvernent.